

*Équateur : Un ancien
fonctionnaire déclare avoir alerté
Lasso sur la corruption*



La Havane, 19 avril, (RHC)- L'ancien secrétaire équatorien à la lutte contre la corruption, Luis Verdesoto, a déclaré mardi qu'en 2022, il avait remis au président Guillermo Lasso des dossiers contenant des alertes à la corruption dans des entreprises publiques, y compris la Flotte pétrolière équatorienne (Flopec).

Luis Verdesoto a été le premier à témoigner parmi la cinquantaine de témoins convoqués à la commission de contrôle de l'Assemblée nationale dans le cadre de la procédure de destitution engagée contre le président pour détournement de fonds présumé, sur la base d'irrégularités notamment dans un contrat entre la Flopec et l'entreprise Amazonas Tanker.

Le trafic d'influence, la surfacturation, l'absence de contrôle interne et externe figurent parmi les 20 points de risque de corruption signalés par le fonctionnaire dans un rapport remis au président, bien qu'il ait précisé qu'il s'agissait d'hypothèses et non de preuves.

La comparution de Luis Verdesoto, qui a duré plus de trois heures, a été interrompue par des discussions entre les membres de l'assemblée, discussions ont entraîné le remplacement du président de la Commission, Fernando Villavicencio, accusé d'avoir agi en faveur du président Lasso.

La deuxième personne convoquée pour donner sa version est Fabián Pozo, ancien secrétaire juridique de la présidence, qui a nié les motifs de la destitution du président.

Une douzaine de témoins ont été convoqués pour ce mercredi, parmi lesquels le ministre de l'Énergie et des Mines, Fernando Santos, l'ancien directeur général de Flopec, Jhonny Estupiñán, et l'ancien secrétaire à l'administration publique, Ivan Correa.

Selon le calendrier, le président lui-même est prévu pour le 26 avril, sans que l'on sache s'il s'y rendra en personne ou par l'intermédiaire de son avocat, Edgar Neira.

Cette phase du procès, consacrée à l'audition des témoins cités par l'accusation et la défense, devrait durer les 10 prochains jours, après quoi la Commission disposera de 10 jours supplémentaires pour finaliser un rapport sur l'affaire.

Au-delà de la recommandation de ce bureau législatif de censurer le chef de l'État, le soutien des deux tiers de l'Assemblée plénière, composée de 137 parlementaires, est nécessaire.

Entre-temps, Lasso a déclaré au journal britannique Financial Times qu'il avait l'intention de dissoudre le corps législatif par un vote de mort croisée s'il y avait suffisamment de voix pour le démettre de ses fonctions.

Pour le président de cet organe, Virgilio Saquicela, l'application de ce recours par le président serait inconstitutionnelle.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/320125-equateur-un-ancien-fonctionnaire-declare-avoir-alerte-lasso-sur-la-corruption>



Radio Habana Cuba